



**WATCHLIST**  
**WATCHLIST**  
**INSIGHT:**

**CRISE CLIMATIQUE ET  
HUMANITAIRE AU SAHEL CENTRAL**

# TABLE DES MATIÈRES

- 3 **Résumé exécutif**
- 4 **Que se passe-t-il au Sahel central?**
  - 7 **Où les besoins sont-ils les plus importants au Sahel central et pourquoi?**
- 14 **Que peut-on faire?**
- 17 **Conclusion**



Ce document a été publié le 5 juin 2023. Il est le premier d'une nouvelle série de recherches produites par l'équipe d'analyse des crises mondiales de l'International Rescue Committee (IRC) pour examiner les tendances des crises humanitaires à travers le monde. Ce rapport n'aurait pas pu voir le jour sans la contribution de collègues de l'IRC qui ont généreusement donné de leur temps et de leur expertise.

Le rapport a été rédigé par Marwan Safar Jalani avec le soutien d'Amanda Catanzano, Tara Clerkin, Katharina Davis, Sam Duerden, Samantha Felman, Hannah Gibbin, Naomi Omwebu, Felipe Ramos, George Readings, Amsel Saleem, Aditi Shetty, Ken Sofer et Vanessa Willems.

**Couverture:** Une vue aérienne montre une partie du village de Bozo à la périphérie de la capitale malienne Bamako, inondée par les eaux du par les eaux du fleuve Niger à la suite de fortes pluies.

Photo: Michelle Cattani/AFP via Getty Images

**Droit :** Adiarra Doumbia et sa fille Rokia Doumbia, âgée de 20 mois, devant leur maison au Mali.





## RÉSUMÉ EXÉCUTIF

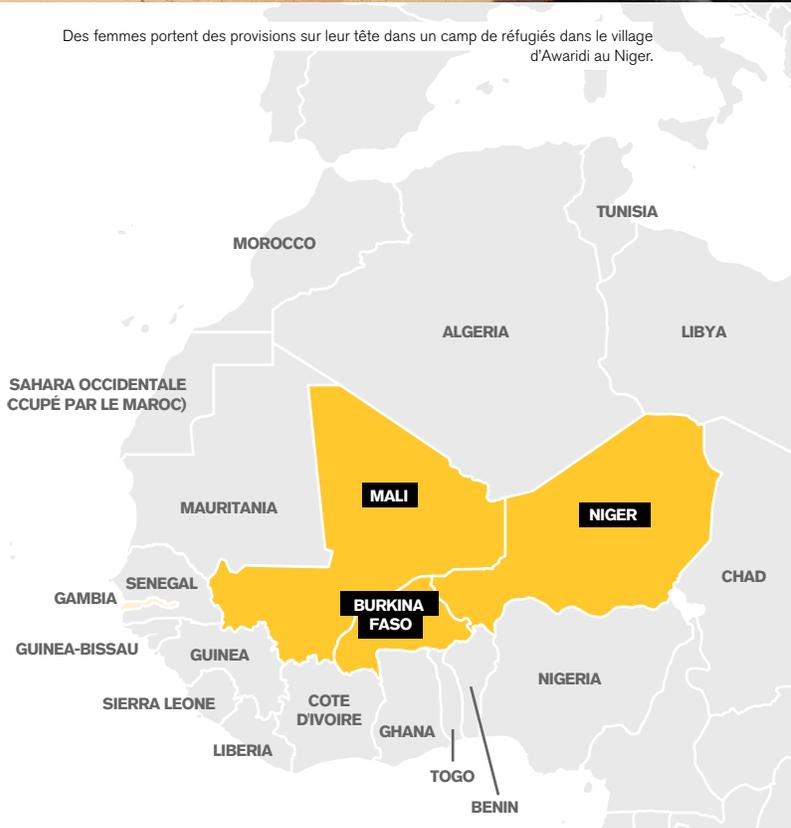
Des femmes portent des provisions sur leur tête dans un camp de réfugiés dans le village d'Awaridi au Niger.

Dans les pays du Sahel central, une double crise de conflits armés et du changement climatique entraîne des niveaux sans précédent de besoins humanitaires, de déplacements de population et d'insécurité alimentaire. Ces impacts ne sont pas répartis de manière égale ou aléatoire dans la région.

Le présent rapport examine comment les décisions politiques datant de la période coloniale française jusqu'au début des années 2000 ont marginalisé les zones périphériques des États du Sahel central, tant sur le plan économique que politique. En conséquence, les populations de ces régions sont confrontées à une pauvreté généralisée, sont particulièrement dépendantes des secteurs économiques vulnérables au changement climatique et sont plus susceptibles d'être exposées aux conflits armés. Elles subissent un fardeau disproportionné.

Pour faire face à cette crise complexe, il faudrait :

- 01** Répondre aux besoins humanitaires immédiats en investissant dans l'accès à l'aide humanitaire, en aidant les ménages à anticiper les chocs et à s'en remettre, et en accordant une attention particulière à l'impact spécifique sur les femmes et les filles.
- 02** Briser le cercle vicieux entre le changement climatique et les conflits armés.
- 03** Financer des initiatives d'adaptation au climat qui répondent aux besoins et aux défis du Sahel central et de contextes similaires où la gouvernance est fragmentée et où les parties internationales et locales politisent l'aide.



**LE SAHEL CENTRAL EN  
AFRIQUE COMPREND: LE  
BURKINA FASO, LE MALI  
ET LE NIGER.**



## QUE SE PASSE-T-IL AU SAHEL CENTRAL ?

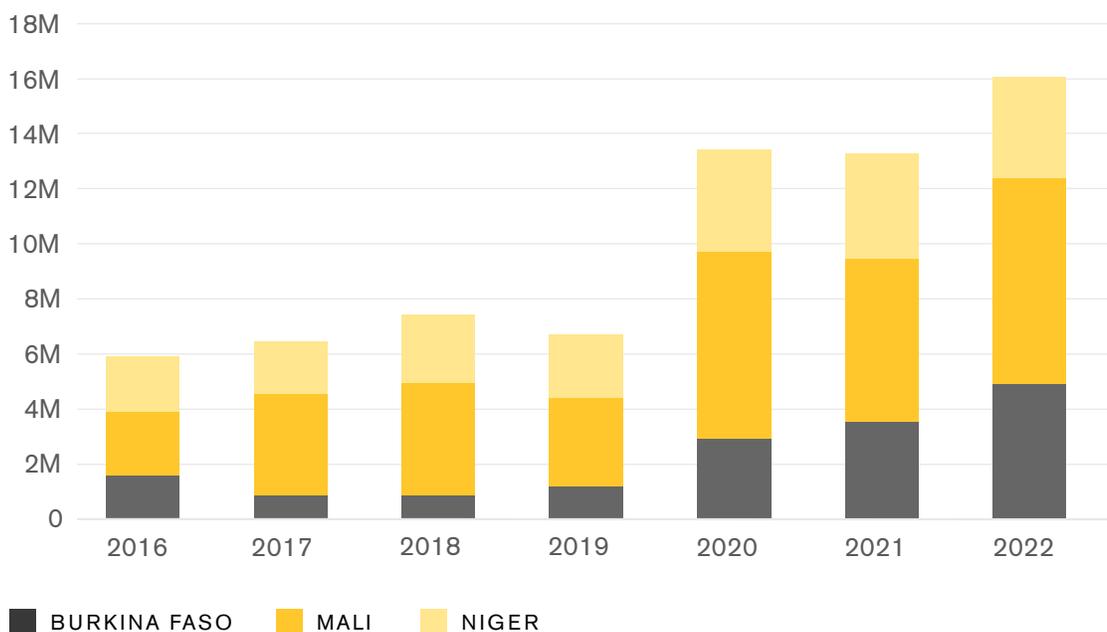
Bilkisu Saley, 18 ans, devant l'endroit où la maison de sa famille a été détruite par les inondations. ©UNHCR/Sylvain Cherkaoui

Les besoins humanitaires ont augmenté rapidement dans le Sahel central (Mali, Niger et Burkina Faso), atteignant des niveaux record en 2023.

» **BESOINS HUMANITAIRES** : Plus de 16 millions de personnes ont besoin d'aide humanitaire et de protection dans le Sahel central, soit une augmentation de **172%** par rapport à 2016. Les trois pays ne représentent que 0,9 % de la population mondiale, mais 5 % des besoins humanitaires mondiaux.

### GRAPHIQUE 1: BESOINS HUMANITAIRES SANS PRÉCÉDENT AU SAHEL CENTRAL

NOMBRE DE PERSONNES AYANT BESOIN D'UNE AIDE HUMANITAIRE AU FIL DU TEMPS



Source: **OCHA**, données analysées par l'équipe Global Crisis Analysis de l'IRC



» **L'INSECURITE ALIMENTAIRE** : Environ 5,4 millions de personnes dans le Sahel central connaissent des niveaux de crise d'insécurité alimentaire de niveau 3 ou pire, une hausse de **532%** depuis 2014. À ces stades, les familles manquent de nourriture pour répondre à leurs besoins, un nombre croissant d'enfants souffrent de malnutrition et les maladies se propagent. Plus de 418 500 personnes sont en situation d'insécurité alimentaire d'urgence (IPC 4) dans les trois pays et au moins 22 480 personnes dans le nord-est du Burkina Faso sont en situation d'insécurité alimentaire catastrophique (IPC 5) et risquent chaque jour de mourir de faim ou de maladie.

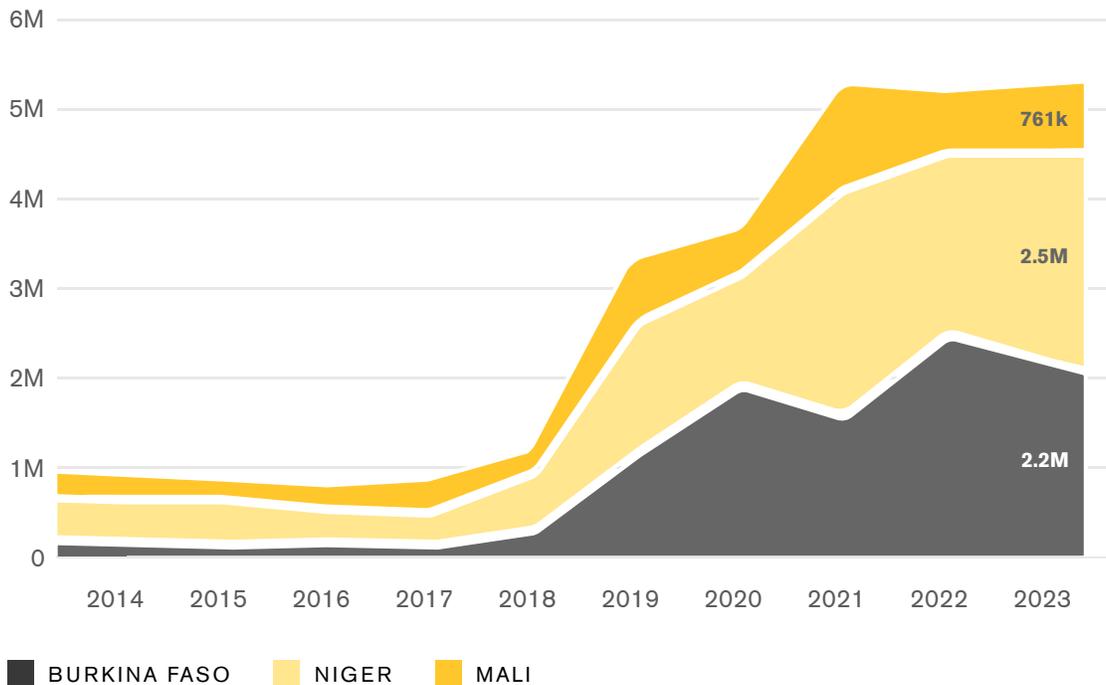
**DEPUIS 2014, LES NIVEAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ONT AUGMENTÉ DE**

**532%**

Des femmes et des enfants préparent de la nourriture en plein air dans un camp de personnes déplacées près de Kaya, dans le nord du Burkina Faso. Photo: Giles Clarke/UNOCHA via Getty Images

**GRAPHIQUE 2: DES NIVEAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE SANS PRÉCÉDENT AU SAHEL CENTRAL**

**NOMBRE DE PERSONNES CONFRONTÉES À DES NIVEAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE DE CRISE (IPC 3) OU PLUS GRAVES AU FIL DU TEMPS**

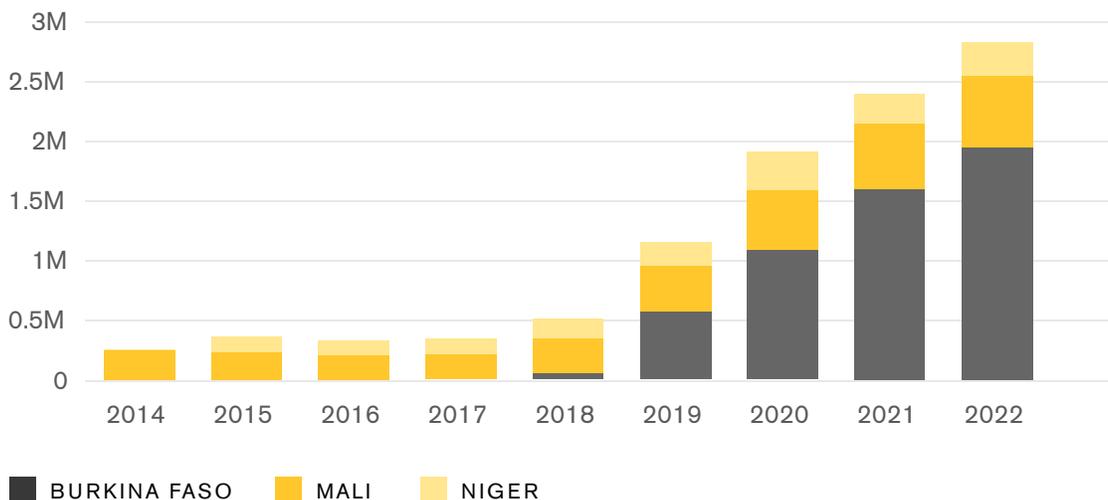


Source: **Cadre Harmonisé** données analysées par l'équipe Global Crisis Analysis de l'IRC

» **DÉPLACEMENT:** Près de 3 millions de personnes sont déplacées de force à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays, ce qui représente 4 % de la population du Sahel central. Le nombre de personnes déplacées internes a augmenté de **2,446%** depuis 2014, et la majorité de cette augmentation s'est produite depuis 2018.

### GRAPHIQUE 3: DÉPLACEMENTS SANS PRÉCÉDENT AU SAHEL CENTRAL

#### NOMBRE DE PERSONNES DÉPLACÉES DANS LE TEMPS



Source: **UNHCR** données analysées par l'équipe Global Crisis Analysis de l'IIRC



Maryama Alhaji Kiari (à droite), 15 ans, va à l'école à Dubaï, au Niger.

### UN IMPACT DISPROPORTIONNÉ ET SPÉCIFIQUE SUR LES FEMMES ET LES FILLES

La double crise des conflits et du changement climatique a un impact spécifique et disproportionné sur les groupes qui sont déjà confrontés à la discrimination, à la violence et à l'inégalité des chances, en particulier les femmes et les filles. Par exemple, **78%** des réfugiés et des demandeurs d'asile en 2021 au Mali, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger sont des femmes et des enfants. Les dommages causés par la crise climatique sur les terres, l'eau et les ressources ont un impact particulier sur les femmes car elles représentent **plus de la moitié de la main d'œuvre** dans le secteur agricole au Sahel central, et atteinne près de 70% au Niger.

En raison du manque d'accès à l'eau pendant les saisons de sécheresse, les femmes et les filles du Sahel sont **obligé** de se rendre dans des endroits plus éloignés et moins familiers pour collecter de l'eau et du bois de chauffage, ce qui les expose à des risques accrus d'exploitation et de violence sexiste. Dans le nord du Mali, les équipes de l'IIRC signalent des violences basées sur le genre plus fréquentes à l'encontre des femmes et des filles de la part d'hommes armés pendant les saisons de sécheresse, à mesure que les distances entre les communautés et les points d'eau augmentent. Le personnel de l'IIRC signale également que les filles abandonnent l'école car elles aident leur famille en allant chercher de l'eau et du bois pendant les périodes de difficultés économiques. Les filles sont également soumises à des **mariages précoces** en échange d'argent alors que les familles luttent pour subvenir à leurs besoins pendant les crises climatiques.



## OU, DANS LE SAHEL CENTRAL, LES BESOINS SONT-ILS LES PLUS IMPORTANTES ET POURQUOI ?

Des femmes font la queue à la pompe à eau de Goudebou, un camp qui accueille plus de 11 000 réfugiés maliens dans le nord du Burkina Faso.  
Photo: Olympia De Maismont/AFP via Getty Images

Dans toute la région du Sahel central, les effets des conflits armés et du changement climatique se conjuguent les uns aux autres, provoquant une crise de plus en plus grave. Il ne s'agit pas d'une coïncidence. Les conditions politiques qui ont rendu certaines parties de ces pays moins préparées à faire face au changement climatique sont les mêmes que celles qui les ont rendues vulnérables aux conflits - un lien qui sera abordé plus en détail dans la section suivante. De plus, le risque de conflit augmente encore dans certains cas en raison des impacts indirects, souvent économiques, du changement climatique. Les pires impacts de cette double crise se trouvent dans les zones périphériques des trois États du Sahel central, loin des grandes villes et vers les frontières avec les États voisins, comme l'illustrent les cartes présentées un peu plus bas dans ce document.

Deux caractéristiques essentielles de ces zones périphériques - qui sont toutes deux la conséquence d'une marginalisation économique et politique de plusieurs décennies - contribuent à expliquer la gravité de la double crise qu'elles connaissent :

**L'absence de développement économique a rendu les habitants dépendants des industries vulnérables au climat, comme l'agriculture et l'élevage.**

Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont trois des pays les moins développés au monde. Tous trois se classent dans les dix derniers rangs de **Human Development Index** du PNUD pour 2021 (le Niger au troisième rang, le Mali au sixième et le Burkina Faso au huitième sur 191 pays). En moyenne, **78%** de la population active du Sahel central dépend de l'agriculture et de l'élevage. Ce chiffre est **nettement supérieur** à la moyenne mondiale (27 %), à celle de l'Afrique subsaharienne (53 %) et à celle des États fragiles et touchés par un conflit (47 %). Il s'agit des principales activités en dehors des grandes villes, bien qu'il y ait également de l'orpaillage dans certaines parties du Burkina Faso et du Mali et de l'extraction d'uranium dans certaines parties du Niger.

La majeure partie du Sahel central est fortement exposée aux changements climatiques. Les températures augmentent **1.5 fois plus vite** que dans le reste du monde et une hausse 2.0 et 4.3 °C est **attendue** d'ici 2080. Mais la dépendance à l'égard de l'agriculture signifie que les habitants des zones périphériques sont particulièrement touchés par les effets suivants du changement climatique:

- » Les chocs tels que les sécheresses et les inondations qui perturbent l'agriculture **devraient s'intensifier** en raison de **précipitations plus intenses et plus irrégulières**. Par exemple, le Niger est l'un des **dix premiers pays au monde** en termes de nombre de personnes touchées par des catastrophes, y compris des inondations et des sécheresses.

- » **Les saisons sèches s'allongent** dans certaines régions du Sahel, réduisant la production agricole, augmentant la pression sur les pâturages et provoquant la mort du bétail.
- » Les changements de précipitations **dégradent** également **la qualité des sols**, réduisant la production agricole et contribuant à la fois à la pénurie d'eau à long terme et à la désertification, ce qui oblige les éleveurs à se déplacer pour trouver de l'eau et des pâturages pour leur bétail.

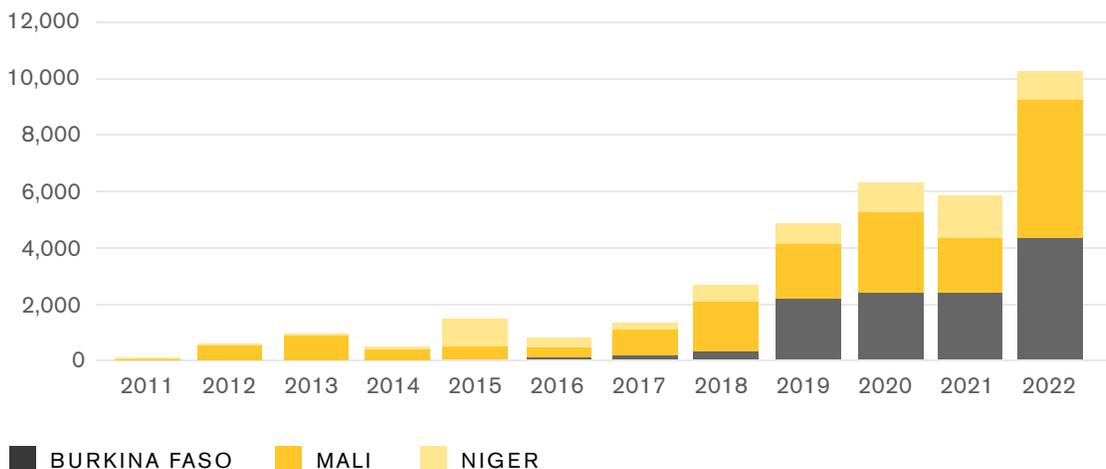
Ces changements augmentent les besoins humanitaires de deux manières principales. Tout d'abord, les chocs plus fréquents obligent les gens à quitter leurs maisons et à détruire leurs sources de revenus, ce qui les contraint à faire des compromis sur leur consommation alimentaire. Deuxièmement, les changements plus lents des saisons et de la qualité des sols rendent les communautés moins résistantes aux nouveaux chocs, ce qui augmente le coût humain en cas de nouvelles sécheresses, d'inondations ou de conflits.

**La capacité limitée des États a permis à l'insécurité de s'installer dans les zones périphériques déjà touchées par la crise climatique.**

L'influence des gouvernements centraux dans les zones périphériques des États du Sahel central varie considérablement d'un pays à l'autre et au sein même des trois pays. Néanmoins, la fragmentation du contrôle et de l'influence de l'État a laissé ces régions dépourvues de services sociaux forts et de gouvernance, et les forces de sécurité gouvernementales ont des difficultés à contenir l'insécurité. Les groupes armés non étatiques (GANE) ont proliféré, certains fournissant une certaine administration du territoire et d'autres exploitant les capacités limitées de l'État et les griefs concernant le manque de services sociaux et de justice pour asseoir leur influence et mener des attaques contre les forces de l'État, d'autres groupes non étatiques, et contre des civils. En 2022, les autorités maliennes n'étaient présentes que sur **15%** du territoire, tandis que le gouvernement du Burkina Faso ne contrôlait pas plus de **60%** du territoire du pays. Les groupes armés non étatiques exercent également une influence considérable dans de vastes zones des régions de Tillabéri et de Diffa au Niger.

**GRAPHIQUE 4: NIVEAUX SANS PRÉCÉDENT DE DÉCÈS DUS AUX CONFLITS**

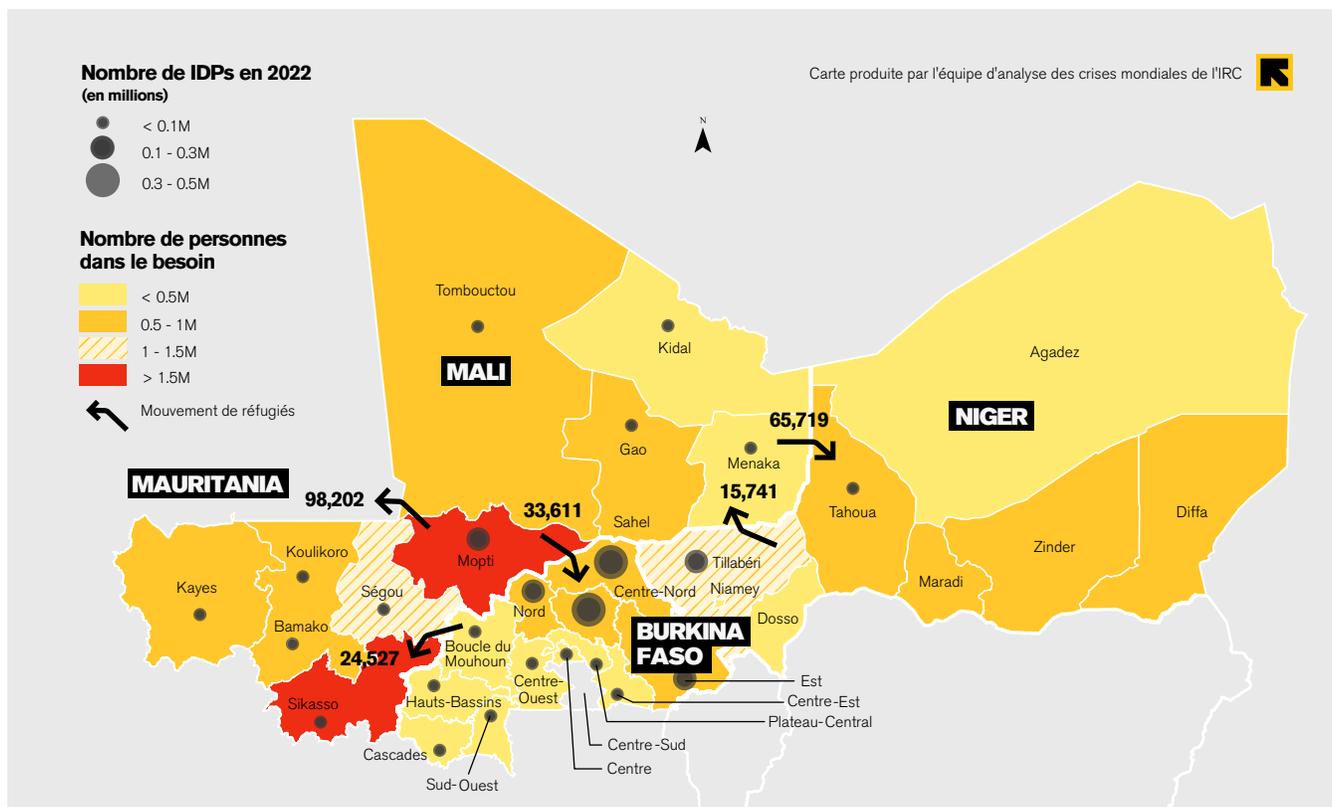
**NOMBRE DE DÉCÈS LIÉS AU CONFLIT DANS LE TEMPS**



Source: **ACLED** à [acledata.com](https://acledata.com) le 4 avril 2023.

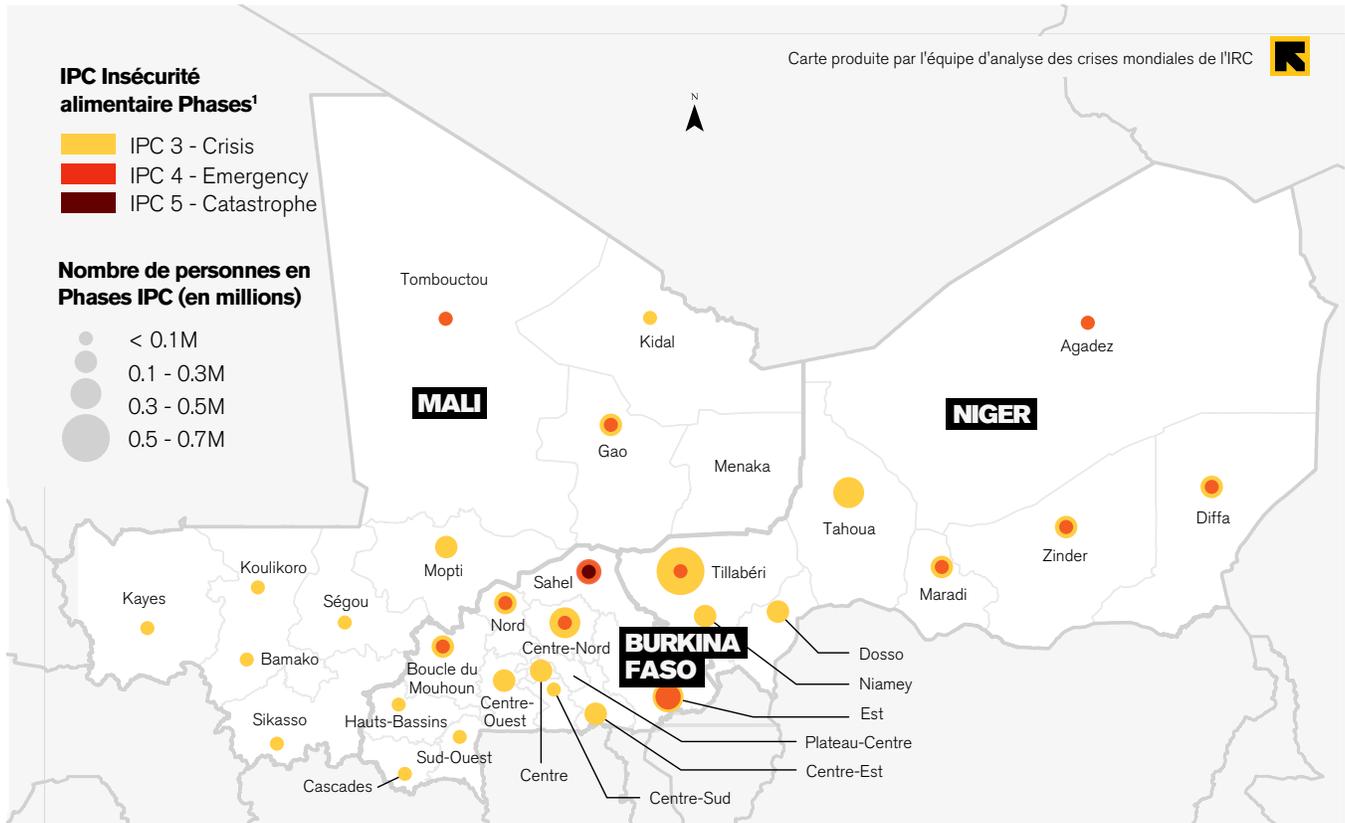
- » Au moins **41 groupes armés non étatiques** ont vu le jour au Mali au cours de la dernière décennie, se faisant concurrence et formant des alliances en constante évolution pour contrôler les populations, les territoires et les ressources. Ces groupes vont d'entités de type étatique qui construisent et maintiennent leur légitimité dans la communauté locale en fournissant certains **services publics** de base, tels que la gestion des terres et de l'eau et les systèmes judiciaires, à d'autres groupes qui maintiennent leur présence par le **pillage des ressources**. Un récent rapport de **Brookings** montré que les trafiquants de drogue ont coopté des réseaux de groupes armés non étatiques, de policiers et de fonctionnaires locaux, ainsi que des chefs traditionnels, pour faciliter leurs opérations.
- » Le Burkina Faso a connu une aggravation spectaculaire du conflit depuis 2018, les décès liés au conflit ayant été multipliés par **13**. L'État a désormais perdu le contrôle d'environ **40%** du territoire du pays, en particulier dans la **périphérie**.
- » Dans ces trois pays, les communautés et les gouvernements locaux se sont tournés vers les groupes d'autodéfense lorsque les forces de sécurité de l'État ont été étirées et débordées, mais les activités de ces groupes contribuent souvent à une spirale de violence croissante. Par exemple, les Djerma dans les régions septentrionales de Tillabéri au Niger ont formé des groupes d'autodéfense pour se défendre après que des membres de l'ethnie Fulani de l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) les aient pris pour cible lors de **deux massacres**.

## CARTE 1: CONCENTRATION DES BESOINS HUMAINITAIRES ET DES DÉPLACEMENTS DANS LE SAHEL CENTRAL



Sources: IOM et OCHA

## CARTE 2: CONCENTRATION D'IPC 3 OU PIREES NIVEAUX D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SAHEL CENTRAL

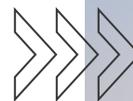


Source: Cadre Harmonisé

### LE NIGER PERD

# 100 000 à 120 000

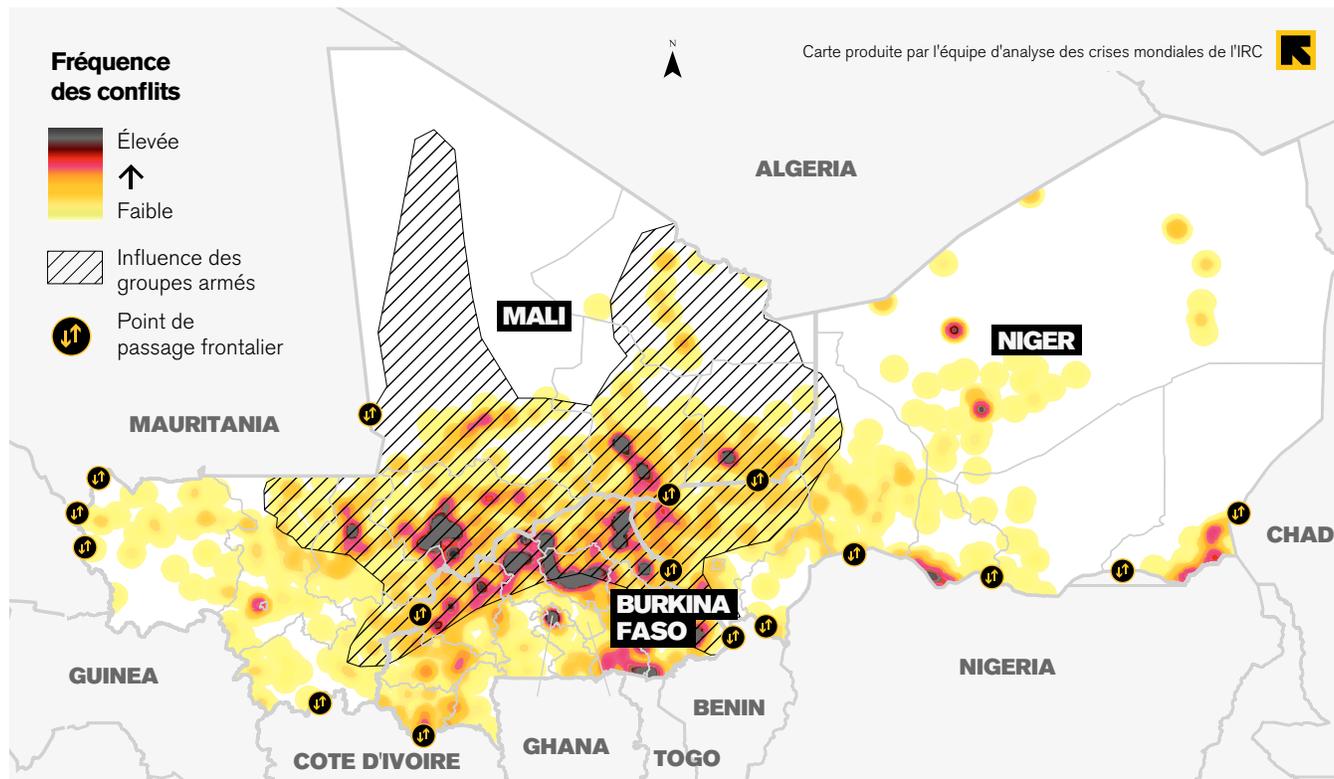
**HECTARES DE TERRES ARABLE DANS L'ÉROSION DES SOLS ET LA DÉSERTIFICATION CHAQUE ANNÉE, RÉDUISANT AINSI LES SURFACES DISPONIBLES POUR LES AGRICULTEURS ET LES ÉLEVEURS.**



A droite : Tumbleweed et abris temporaires dans un camp de réfugiés dans le village d'Awaridi au Niger.

<sup>1</sup> La **Classification Intégrée des Phases de la sécurité alimentaire** décrit la gravité des crises d'insécurité alimentaire de 1 (aucune/minimale) à 5 (catastrophe). À l'IPC 3 (crise), jusqu'à une famille sur cinq n'est pas en mesure d'acheter suffisamment de nourriture pour répondre à ses besoins. Elles sont contraintes de prendre des décisions impossibles pour faire face à la situation, par exemple en sautant des repas ou en remplaçant les aliments nutritifs dont les enfants ont besoin pour grandir en bonne santé par des alternatives moins chères. Lorsque l'insécurité alimentaire atteint l'IPC 4 (urgence), une action urgente est nécessaire pour sauver des vies, car certaines personnes passent des jours sans manger. L'IPC 5 (Catastrophe) représente les pires extrêmes de l'insécurité alimentaire. Des personnes meurent de faim chaque jour. Les taux de mortalité augmentent également parce que les gens, en particulier les enfants, sont tellement affaiblis que leur corps est moins capable de lutter contre des maladies courantes comme la rougeole, le paludisme ou la diarrhée.

## CARTES 3: ZONES D'INFLUENCE DE GROUPE ARMÉ NON ÉTATIQUE ET INCIDENTS DE CONFLIT, AVRIL 2022 - MARS 2023



Sources: [ACLEDD](https://acleddata.com) à [acleddata.com](https://acleddata.com) le 17 mars 2023 et [Agence France-Presse](https://www.francepress.com)

### Comment en sommes-nous arrivés là?

La double crise des conflits armés et du changement climatique qui affecte les zones périphériques du Sahel central n'est ni une coïncidence ni une fatalité. Les décisions politiques et les évolutions au fil du temps ont laissé la périphérie économiquement sous-développée et politiquement marginalisée. En conséquence, ces zones sont incapables de faire face aux impacts du changement climatique et sont plus exposées au risque d'insécurité que d'autres parties du Sahel central. Ces tendances se sont produites dans différentes parties du Sahel à différents moments, de sorte qu'aucun individu ou gouvernement n'est responsable de la situation qui se dessine. Il s'agit plutôt du résultat de décisions prises par divers dirigeants politiques au fil des décennies :



**Les autorités coloniales** (au pouvoir jusqu'en 1960 dans les trois pays) ont négligé le développement des zones périphériques et ont parfois divisé les territoires en zones **"utile"** et zones **"inutile"** à la périphérie, notamment au Mali. Les ressources et les investissements étaient concentrés dans les capitales "utiles". De plus, les autorités coloniales ont mis en place des contrôles aux frontières qui ont perturbé les migrations et les échanges transfrontaliers.



**Les gouvernements post-indépendance** se sont concentrés sur le contrôle des zones périphériques par le biais de mesures de sécurité et en leur soutirant des taxes plutôt que de promouvoir le développement économique. Le gouvernement post-indépendance de Diouri, au Niger, a par exemple **prélevé 65%** des recettes sur les arachides. Dans le même temps, le gouvernement a investi dans la production d'uranium - une stratégie qui, avec l'appauvrissement à long terme de la paysannerie, s'est retournée contre lui lorsque la sécheresse des années 1970 et 1980 a coïncidé avec une chute des prix mondiaux de

l'uranium. Le gouvernement s'est alors retrouvé dans l'incapacité de faire face à la crise de l'insécurité alimentaire et à l'augmentation de la pauvreté.



Plus récemment, **des gouvernements ont donné la priorité aux opportunités d'investissement qui consolident les ressources et le pouvoir dans les capitales**, plutôt que de diversifier l'économie et de réduire la dépendance à l'égard des secteurs économiques vulnérables au climat. Même lorsqu'ils ont tenté de le faire, ils n'ont pas réussi à orienter les bénéfices de l'extraction des ressources vers les zones périphériques. Au Burkina Faso, les recherches de l'IRC montrent qu'au début des années 2000, les gouvernements n'ont pas réussi à faire correspondre les investissements dans l'exploitation de l'or avec le développement économique des zones périphériques où ces ressources étaient extraites, ce qui a entraîné des conflits entre les populations locales, les sociétés minières, les propriétaires terriens et l'État.



**Les coups d'État militaires fréquents** ont perturbé les politiques économiques, empêchant les investissements à long terme dans le développement. Depuis l'indépendance en 1960, le Sahel central a connu 17 coups d'État (huit au Burkina Faso, cinq au Mali, quatre au Niger), soit une moyenne d'un coup d'État tous les 3,7 ans. Non seulement les coups d'État perturbent les politiques économiques, mais ils encouragent aussi parfois les nouveaux gouvernements à se prémunir contre les coups d'État en dépensant davantage pour la défense et les forces de sécurité. Au Mali, entre 1968 et 1991, le gouvernement militaire a consacré **22%** de ses revenus à la défense, soit le **double** du pourcentage moyen mondial consacré à l'armée en 1991.

## La création d'un cercle vicieux

Au fil du temps, ces décisions ont appauvri les populations des zones périphériques et les ont rendues dépendantes de secteurs très vulnérables aux impacts du changement climatique. Mais cela ne suffit pas à expliquer l'ampleur et la gravité des besoins que l'on observe actuellement dans le Sahel central. En fin de compte, **la marginalisation économique et politique a permis à un cercle vicieux de s'installer**. La pauvreté, les griefs à l'encontre de l'État et les conséquences économiques du changement climatique se conjuguent pour accroître le risque de conflit. Ensuite, les conflits armés augmentent à la fois la pauvreté et la vulnérabilité aux impacts du changement climatique.

Ce cercle vicieux s'est installé de trois manières principales :

### » **Les décisions politiques et le changement climatique ont déstabilisé les relations entre et au sein des communautés d'agriculteurs et d'éleveurs :**

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs sont presque inévitables, étant donné l'utilisation concurrentielle qu'ils font de la terre. Au Sahel, une tradition de **propriété collective des terres** et de résolution des conflits par les chefs traditionnels et religieux au niveau local permettait de gérer en grande partie les tensions entre les communautés d'agriculteurs et d'éleveurs. Ces systèmes se sont effondrés à mesure que les efforts de construction de l'État, à partir de l'époque du colonialisme français, ont modifié les perceptions de la propriété foncière et réduit l'influence des chefs traditionnels locaux. En outre, le changement climatique a augmenté le risque de conflit car les éleveurs s'adaptent à des ressources limitées en adoptant de nouvelles stratégies, notamment en se déplaçant plus loin pour trouver des pâturages et de l'eau pour leurs animaux. Le Niger perd chaque année entre **100 000 et 120 000 hectares** de terres arables à cause de l'érosion des sols et de la désertification, ce qui réduit les zones disponibles tant pour les agriculteurs que pour les éleveurs.

### » **Les décisions politiques et le changement climatique ont alimenté le sentiment d'injustice et de victimisation des groupes marginalisés :**

Lorsque des pans entiers de la population sont privés de leurs moyens de subsistance et n'ont pas accès aux services sociaux, ils développent des griefs à l'égard de l'État et cherchent d'autres sources de subsistance et de protection, notamment en participant à des activités criminelles

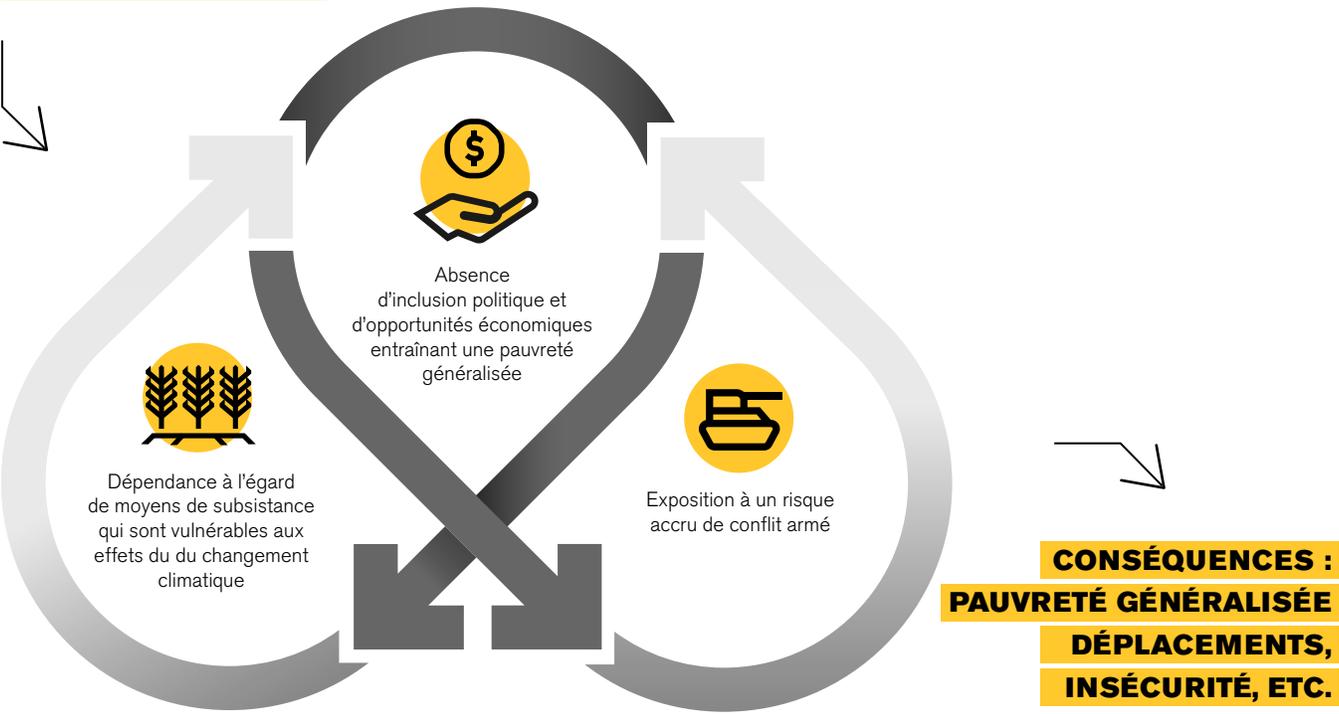
ou en soutenant et en rejoignant les groupes armés non étatiques (GANE). La dégradation des terres due au changement climatique, combinée aux politiques de l'État qui ont forcé certaines populations traditionnellement nomades à s'installer au même endroit, a fortement affecté les groupes ethniques touareg et peul au Mali, qui dépendaient historiquement du commerce, de la migration et de l'élevage de bétail. Une rébellion touarègue en 2012 a contribué à déclencher la crise qui touche actuellement le Sahel central. Des soldats mécontents de la réponse du président Touré à la rébellion touareg l'ont chassé du pouvoir en mars 2012. Cela a créé un niveau d'instabilité dans le pays qui a permis à un groupe ayant des liens avec Al-Qaïda, Ansar Eddine et d'autres groupes armés non étatiques de gagner du soutien et de l'influence. **L'une des façons** dont ces groupes se sont développés par la suite a été d'exploiter le sentiment de marginalisation des Peuls et des autres éleveurs, ainsi que leurs griefs concernant la dégradation et la gestion des terres.

» **Les conflits armés ont découragé les investissements, endommagé les infrastructures et rendu les communautés plus dépendantes des industries vulnérables au climat :**

L'insécurité alimentaire et la pauvreté augmentent inévitablement lorsque les conflits obligent les gens à fuir leurs maisons ou les empêchent de s'occuper de leurs récoltes. Les conflits dissuadent les États et les particuliers de réaliser des investissements susceptibles de réduire la dépendance des communautés à l'égard de secteurs vulnérables au climat, tels que l'agriculture et l'élevage. Ils entraînent également la destruction de l'eau, de l'électricité et d'autres infrastructures essentielles à la gestion des effets du changement climatique. En outre, les donateurs internationaux **se sont montrés réticents** à financer des activités visant à répondre à la crise climatique dans les États fragiles et touchés par des conflits.

**GRAPHIQUE: CERCLE VICIEUX**

**AU FIL DU TEMPS, LES DÉCISIONS POLITIQUES ONT CONDUIT À LA MARGINALISATION POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE DES RÉGIONS PÉRIPHÉRIQUES.**





## QUE PEUT-ON FAIRE ?

Au Niger, Kelou Kiari, 25 ans, nourrit son enfant de 16 mois qui a été diagnostiqué comme souffrant de malnutrition aiguë et traité dans un hôpital voisin avec l'aide de l'IRC.

**Les solutions à la double crise du changement climatique et des conflits armés doivent s'attaquer à ses origines et à sa nature.** Lutter contre les impacts de la double crise dans le Sahel central nécessite, trois niveaux d'efforts qui se soutiennent mutuellement sont requis.

### 01 RÉPONDRE AUX BESOINS HUMANITAIRES IMMÉDIATS.

L'analyse ci-dessus suggère trois priorités pour assurer une assistance immédiate dans le Sahel central afin d'offrir aux populations les services de base qui leur permettront de construire des moyens de subsistance à long terme:

- » **Investir dans l'accès humanitaire.** L'IRC et d'autres acteurs humanitaires opèrent déjà dans le Sahel central, mais les contraintes d'accès (dues aux restrictions de mouvement imposées par les autorités et les groupes armés non étatiques, aux menaces à la sécurité et aux problèmes logistiques tels que l'insuffisance des infrastructures) limitent la portée et la capacité des organisations humanitaires. Les équipes de l'IRC dans les trois pays ont souligné que les gouvernements et les groupes armés non étatiques limitent les déplacements des humanitaires et la capacité des populations civiles à accéder à l'aide humanitaire. L'accès humanitaire a également une signification plus large pour la réponse à la double crise. Sans accès, il est impossible de comprendre les besoins ainsi que les dynamiques de pouvoir et

### EXEMPLE DE PROJET D'ACTION ANTICIPÉE AU NIGERIA:

Au cours des deux dernières années l'**IRC s'est associée** à des groupes de réflexion et au secteur privé pour mettre en œuvre un projet d'anticipation de la résilience climatique afin d'aider les communautés agricoles du nord-est du Nigeria à se préparer et à se remettre des inondations. Le projet consiste en un système d'alerte précoce pour prévoir les inondations, ainsi qu'en des transferts d'argent avant et après les inondations, que les populations peuvent utiliser pour se reloger temporairement et fortifier leurs maisons contre les inondations. La philosophie du projet est que lorsque les ménages ont accès à l'information et aux ressources pour se préparer aux événements climatiques extrêmes, ils évitent les stratégies d'adaptation négatives et construisent des moyens de subsistance diversifiés et résistants au climat.

de la crise dans la région, et donc d'identifier les solutions et les personnes avec lesquelles travailler. Le projet Frontline de l'IRC sur l'accès humanitaire soutient donc des équipes dans les trois pays.

- » **Identifier et traiter les risques spécifiques auxquels sont confrontées les femmes et les filles.** Dans le nord du Mali, l'IRC a construit des points d'approvisionnement en eau et en bois afin de réduire la distance que les femmes et les jeunes filles doivent parcourir pour s'approvisionner en matériaux, réduisant ainsi les risques d'exposition à la violence et à l'exploitation fondées sur le genre.
- » **Soutenir les actions d'anticipation.** Il peut également être possible d'utiliser les prévisions météorologiques pour fournir une aide en espèces avant qu'un choc naturel ne se produise. Toutefois, il convient de noter que ces approches ne sont pas efficaces pour répondre aux besoins liés aux conflits, et que les conflits armés sont le facteur clé qui a poussé les besoins humanitaires à des niveaux aussi extrêmes dans le Sahel central.

## 02 DÉMANTELER LE CYCLE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DES CONFLITS ARMÉS.

Si la crise du Sahel central est si difficile à résoudre, c'est parce que la dynamique des conflits et la crise climatique se sont entremêlées. Un effort délibéré est nécessaire pour briser ces liens.

- » **Réduire les effets économiques du changement climatique qui alimentent les conflits autour des ressources.** Par exemple, l'IRC a participé à la construction et à l'entretien d'infrastructures hydrauliques dans le Sahel central de manière à réduire le risque de conflit pour l'eau et les pâturages lors des déplacements des bergers et de leur bétail. La conception et la mise en œuvre de tels projets nécessitent un accès humanitaire stable ainsi qu'une analyse minutieuse de la sensibilité aux conflits afin de maximiser leur impact.
- » **Combattre les stratégies d'adaptation négatives en soutenant la programmation des moyens de subsistance.** Soutenir et trouver des moyens de subsistance pour les populations peut atténuer certains des facteurs qui contribuent à l'enrôlement dans des groupes armés et qui permettent au changement climatique d'alimenter les conflits armés. Dans toute l'Afrique, une étude récente du **PNUD** a montré que l'espoir d'un emploi était la principale raison invoquée pour le recrutement dans les groupes armés. L'IRC au Niger a fourni aux agriculteurs des sacs pour stocker leurs céréales tout au long de l'année et éviter de vendre leurs produits pendant la période qui suit la récolte, lorsque l'offre est importante et que les prix sont bas. Soutenir les moyens de subsistance contribue certainement à assurer la sécurité et le revenu des personnes, et peut également contribuer à réduire le risque de recrutement dans les groupes armés non étatiques afin d'assurer la protection et le revenu.
- » **Centrer la cohésion sociale sur les efforts de consolidation de la paix.** Cela peut contribuer à créer des conditions propices aux efforts visant à renforcer la résilience face au changement climatique. Au Burkina Faso, les recherches et les programmes de l'IRC mettent en évidence les systèmes existants de résolution des conflits locaux sous la forme de pactes d'amitié entre différents clans, communautés religieuses, ethnies et castes qui fonctionnent en dehors des auspices de l'État. Au Niger, le gouvernement a créé la **Haute Autorité pour la Consolidation de la Paix** afin de prévenir les conflits et de gérer les crises lorsqu'elles éclatent, notamment en soutenant la réconciliation et les dialogues qui renforcent la cohésion sociale dans le pays.

### 03 PLAIDER EN FAVEUR D'UN FINANCEMENT QUI SOUTIENNE L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ADAPTÉE AUX DÉFIS SPÉCIFIQUES AUXQUELS SONT CONFRONTÉS DES CONTEXTES TELS QUE LE SAHEL CENTRAL

L'écart se creuse entre les États touchés par des conflits et ceux qui ne le sont pas en ce qui concerne l'allocation des fonds climatiques mondiaux (toutes sources confondues : bilatérales, multilatérales et privées). Les États du Sahel central reçoivent aujourd'hui moins de **50%** (par habitant) de ce que reçoivent les États non touchés par un conflit en matière de financement climatique, bien qu'ils obtiennent des résultats bien inférieurs à la moyenne en ce qui concerne leur capacité d'adaptation au changement climatique selon l'**Indice ND-GAIN**.

De plus, la plupart des financements mondiaux pour le climat sont orientés vers l'atténuation (efforts pour limiter les émissions de gaz à effet de serre) plutôt que vers l'adaptation (efforts pour réduire les risques du changement climatique). Les États du Sahel central ont très peu contribué au changement climatique - **0.3% des émissions de GES** - mais sont particulièrement affectés par celui-ci. L'investissement dans l'adaptation est donc ce qui est le plus nécessaire pour le Sahel central et d'autres États fragiles et touchés par des conflits.

Cependant, même si des financements climatiques plus importants peuvent être dirigés vers le Sahel central et les pays connaissant des crises comparables, leur déploiement efficace se heurte à de multiples obstacles :

- » **L'absence de gouvernance stable** limite la capacité de certains gouvernements à mettre en œuvre les types de projets à long terme nécessaires pour s'adapter au changement climatique, en particulier dans les zones périphériques où les partenaires de mise en œuvre traditionnels qui s'appuient sur un modèle "le gouvernement d'abord" n'existent pas. La plupart des fonds d'adaptation sont acheminés par le biais des **finances publiques**, des gouvernements donateurs vers les agences des Nations unies et les gouvernements nationaux. Sur un peu plus d'un milliard d'USD de fonds engagés au Burkina Faso, au Mali et au Niger pour l'adaptation au climat (toutes sources confondues) en 2020, 38 % provenaient de la dette et 62 % étaient constitués de subventions. En outre, la majorité des projets de développement de la Banque mondiale pour le Mali, le Burkina Faso et le Niger, y compris pour la résilience climatique, sont acheminés par l'intermédiaire des gouvernements nationaux. Par exemple, **l'ensemble des 26** projets actifs de la Banque mondiale au Mali aujourd'hui sont dirigés vers des ministères du gouvernement ou des agences affiliées. Seuls cinq de ces projets sont entièrement financés par des subventions.
- » **Les parties aux conflits peuvent au mieux négliger l'adaptation au climat et la considérer comme une menace** pour leurs sources de revenus existantes et/ou leurs possibilités de recruter de nouveaux combattants, en particulier si l'aide est clairement dirigée vers le gouvernement. Le personnel de l'IRC signale que les groupes armés non étatiques ont généralement peu d'incitations à coopérer avec les projets d'adaptation au climat et à les faciliter. Dans la mesure où les gouvernements sont intégrés dans une certaine mesure dans les économies illicites, ils peuvent également entraver le développement d'initiatives d'adaptation au climat.

<sup>2</sup> Calculated from OECD figures for climate-related development finance committed between 2000 and 2020 where targeting the environment was identified as a "component," a "principal" objective or a "significant" objective of the project funded. <https://oe.cd/development-climate>

- » **L'aide fait de plus en plus l'objet d'une politisation à mesure que les relations entre le Sahel central et les acteurs occidentaux deviennent de plus en plus tendues.** Les gouvernements du Mali (2021) et du Burkina Faso (2022) qui ont suivi le coup d'État ont pris leurs distances avec l'Union européenne et la France et se sont tournés vers la coopération en matière de sécurité avec la Russie. Bien que le financement et l'action humanitaires devraient être à l'abri de la politisation, la France a réduit de **92% le financement de l'aide publique au développement (APD)**, y compris le financement de la résilience climatique, au Mali en l'espace de deux ans, les 8 % restants étant réservés uniquement à l'aide humanitaire.

L'expérience de l'IRC dans la mise en œuvre de programmes humanitaires efficaces dans le Sahel central suggère qu'il sera plus efficace **de fournir un financement climatique à grande échelle aux acteurs de première ligne**, en particulier les ONG locales et les organisations communautaires, qui sont les mieux à même de maintenir l'accès dans un environnement complexe et de gérer les relations avec les différentes parties prenantes. Cela rendrait les programmes plus efficaces, en particulier dans les régions où le gouvernement central n'a pas l'intention ou la capacité de répondre aux besoins humanitaires. Cela pourrait également contribuer à réduire le risque que les groupes armés non étatiques considèrent les projets d'adaptation au climat comme un soutien au gouvernement et que les projets soient pris en otage par les tensions diplomatiques.

Enfin, la double crise du Sahel central est liée à une économie politique qui a émergé au fil des décennies et qui a provoqué la marginalisation économique et politique des zones périphériques des États du Sahel central. Si cette économie politique reste en place, il est peu probable que l'adaptation au climat soit efficace. Les projets visant à modifier l'économie politique, par exemple en favorisant une plus grande inclusion des communautés locales dans la prise de décision, augmenteront les chances d'une réponse efficace à la double crise dans le Sahel central.



## CONCLUSION

Une mère malienne appartenant à l'ethnie Bozo d'Afrique de l'Ouest tient son bébé dans son village inondé par de fortes pluies au Niger. Photo: Michelle Cattani/AFP via Getty Images

La dynamique des gouvernements centraux négligeant les zones périphériques à la fois économiquement et politiquement, ce qui conduit à une concentration des crises humanitaires dans la périphérie, n'est pas propre au Sahel central. Des dynamiques similaires ont laissé les périphéries d'autres situations fragiles et affectées par des conflits sans développement économique ni inclusion politique, augmentant ainsi le risque d'exposition aux conflits et au changement climatique. Ainsi, bien que ce rapport soit axé sur le Sahel central, ses conclusions sont probablement pertinentes pour d'autres pays confrontés à une double crise de conflit et de changement climatique.

Dans le **nord du Nigeria**, en particulier dans le nord-est, la marginalisation économique et politique à long terme a alimenté le ressentiment à l'égard de l'État et a donné à Boko Haram des motifs de recrutement et de soutien dans des zones périphériques déjà en proie à une hausse des températures et à une baisse des précipitations. En Éthiopie, le ressentiment de la population oromo à l'égard de sa marginalisation politique et économique historique par l'État a propagé le conflit dans les **zones rurales** de l'Oromia depuis les années 1970, ces mêmes zones qui connaissent des cycles récurrents de sécheresse depuis **40** ans.

**1.5 milliard de personnes** de personnes vivent actuellement dans des États fragiles et touchés par des conflits. En juillet 2022, **175 million** de personnes vivaient sous le contrôle ou sous l'influence et la portée de groupes armés non étatiques, dont un grand nombre dans des États fragiles et touchés par des conflits. Si l'on ne s'attaque pas à la marginalisation économique et politique de ces régions, les conflits armés et le changement climatique continueront de provoquer des crises complexes en spirale auxquelles l'action humanitaire seule ne suffira jamais à répondre.